

Les femmes rurales de Kabare et Walungu, au Sud-Kivu, désormais admises dans les réunions publiques, n'hésitent plus à dénoncer les abus des autorités locales. C'est le fruit du travail des ONG qui leur ont fait connaître leurs droits.

Un dimanche de septembre à Kaniola, 70 km à l'Ouest de Bukavu au Sud Kivu, au moins 100 des 150 participants à l'émission débat public du Club des journalistes sensibles aux conflits sont des femmes. A la suite des massacres, viols et pillages perpétrés dans ce village du territoire de Walungu, beaucoup d'habitants restent traumatisés. C'est pourquoi le débat portait sur ces blessures intérieures et le rôle que pouvait jouer la communauté pour les soigner.

Lorsque le modérateur interrogeait les habitants pour connaître leurs difficultés et savoir quel comportement adopter face à elles, les femmes ont été les plus nombreuses à proposer des solutions. « A cause des traumatismes, tant de femmes de Kaniola sont devenues incapables de travailler, la pauvreté s'accroît. Pour y mettre fin, nous devons assister les victimes pour les aider à reprendre une vie normale », propose ainsi Deodate Nsimire, membre d'une association des femmes paysannes de ce village.

Désormais les femmes n'hésitent plus à prendre la parole et donner leurs avis. Elles y ont été aidées par des associations comme celle des femmes des médias du Sud-Kivu (AFEM-SK) qui les forme sur leurs droits depuis près de 10 ans. « Nous avons eu du mal à les persuader à s'exprimer sur leurs droits et sur la gouvernance dans leurs entités », témoigne Ridelphine Katabesha d'AFEM-SK. A ce jour, cette structure compte environ un millier de femmes rurales dans des comités locaux répartis dans sept des huit territoires du Sud-Kivu.

Aide aux victimes d'abus

Certaines de ces paysannes sont aujourd'hui en mesure de produire des émissions. Elles animent aussi des discussions sur la bonne gouvernance et la promotion de la femme. Elles vont même plus loin et sont les premières à y dénoncer la mauvaise gestion des autorités locales et le non respect des droits de l'Homme.

D'autres organisations les encadrent en leur informant de leur rôle dans la gouvernance,

comme le Réseau des femmes pour la défense des droits et la paix (RFDP), la Voix des sans voix ni liberté, la Fondation Rama Levina (FORAL), Vision communautaire (VICO), le Centre Olame, ... « Venantie Bisimwa, secrétaire exécutive du RFDP a constaté des évolutions : « Ce qui nous réjouit est qu'elles n'hésitent plus à dénoncer la mégestion et la corruption des autorités locales."

« Ici chez nous, dans toutes les réunions de sécurité du village et du groupement, les notables associent déjà les femmes. Nous participons à la prise des décisions », se réjouit Marie-Gorethe, habitante de Nyangezi, en territoire de Walungu, « Il y a cinq ans, ici, avoue, comme tant d'autres, Georges Muhindo, notable de Nyangezi, il était quasi inconcevable de voir une femme siéger dans les réunions des notables. »

Le RFDP accompagne plus de 1 000 femmes dans le seul territoire de Walungu. Ces femmes bien informées accompagnent les victimes en justice pour revendiquer leurs droits. « Beaucoup de filles déshéritées de Walungu ont recouvré, en justice, les biens qui leur avaient été légués grâce à l'accompagnement de ces femmes rurales », reconnaissent des membres de la Société civile du territoire.

Femmes et hommes satisfaits

Les femmes sont satisfaites de ces changements : « Nous nous sentons épanouies, car nous connaissons nos droits, nous aidons aussi nos pairs à défier toute coutume qui tend à museler la femme », témoigne Gaudensia Munyerenkana, présidente des paysannes encadrées par AFEM à Murhesa, en territoire de Kabare à 22 km de Bukavu. Son comité intervient aussi dans la médiation familiale : « Nous avons réconcilié une dizaine de familles où il y avait des conflits de succession et chacun a été réhabilité dans ses droits », ajoute-t-elle.

Les hommes semblent peu à peu convaincus que les femmes doivent participer à la gestion de leurs entités et du pays en général. "J'ai plus de 20 ans dans le monde associatif, je reconnais le rôle de la femme dans le changement, constate Idelphonse Kajangu, accompagnateur des mouvements associatifs paysans à Mudaka en territoire de Kabare. Ici, au moins 70% des membres actifs des associations de développement sont des femmes."

Même en famille, les habitudes changent. Ainsi, plusieurs femmes de Walungu et Kabare se

réjouissent de pouvoir maintenant discuter avec leurs conjoints de questions d'actualité politique et sociale...